

Mission d'observation de l'UE

# La publication du rapport aura lieu début décembre à Libreville

Par JMS



**L**e suspens devait prendre fin le jeudi 24 novembre 2016.

La mission d'observation de l'élection présidentielle du 27 août dernier que l'Union européenne a déployée au Gabon prévoit maintenant de rendre son rapport, comme prévu à Libreville, en décembre. Sans présager de son contenu, on peut sans aucun doute penser qu'il confirmera les propos de nombreux observateurs européens sur la fraude généralisée qui a caractérisé ce scrutin. Certains affirment même que BOA a été battu par Jean Ping. C'est en substance le contenu des écoutes téléphoniques réalisées sur ordre de BOA par les services de la présidence de la République. Le journal français « *Le Journal du dimanche* » en avait publié de larges extraits, il y a quelques semaines. Sans le vouloir, BOA, par cet acte, a forcé les observateurs européens à dire clairement les choses. Sans se cacher derrière des formules diplomatiques aseptisées. Au nom de leur crédibilité, ces

hommes et femmes ne pourraient plus écrire autre chose que ce que tout le monde a lu, et qui sont les propos captés à leur insu par BOA. Propos qu'ils ont tenus en totale confiance. Ils étaient sûrs que BOA appliquerait l'accord d'observation signé avec l'Union européenne en « toute bonne foi ». C'est un principe partagé par tous les États en dehors bien sûr de ceux qualifiés « *d'Etat voyou* ». Mais BOA, fidèle à sa réputation de ne jamais tenir sa parole, s'est mis à les écouter. Quelqu'un dans son entourage sécuritaire

a vendu la bande au « *Journal du dimanche* ». Facilitant ainsi la rédaction de ce rapport. Les observateurs européens auront à cœur de réparer un tel affront.

Plusieurs indications laissent penser que ce document va dans le sens de la condamnation de la junte. Sur son compte Twitter, le député européen Jo Lienen, qui a conduit la mission des parlementaires européens au Gabon, a invité la communauté internationale à agir après la publication dudit rapport. Si ce rapport était truffé

de simples recommandations comme l'ont répandu certains émergents, sans doute pour se rassurer, l'élu allemand au Parlement européen n'aurait pas posté un tel message. Celui-ci suggère plutôt un appel à la fermeté contre la junte militaro-putschiste au pouvoir au Gabon. En écho, Jean Ping, le véritable vainqueur de l'élection présidentielle, annonce sur sa page Facebook depuis les États-Unis où il séjourne depuis une semaine, qu'il va rentrer au Gabon pour assister personnellement à la publication de ce rapport. Son message est plein de sous entendus quant à la teneur du rapport de l'UE. « ... *Je serai bientôt à Libreville pour la présentation du rapport de la mission des observateurs de l'Union européenne sur l'élection présidentielle. C'est loin d'être fini, et nous irons jusqu'au bout ! Tous les contacts que j'ai en France, à Bruxelles et cette semaine aux États-Unis sont unanimes sur le caractère illégitime du pouvoir actuel. Tous nous encourage à poursuivre nos efforts pour rétablir la légalité du vote. Restez mobilisés à l'intérieur comme à l'extérieur* ».

L'homme a d'excellents contacts au sein du Parlement européen – il a rencontré le député Jo Lienen et a déjeuné avec l'eurodéputé français Jean Luc Mélenchon. Il a dû être briefé avant tout le monde sur les grandes lignes de ce rapport. Dans son message, il invite ses partisans à plus de détermination pour faire valoir leurs droits après la publication de ce rapport. Il ne fait pas de doutes, là aussi, que si ce rapport devait confirmer le fait accompli de BOA, Jean Ping ne se serait pas exprimé de cette façon. Ou n'aurait pas du moins indiqué qu'il viendrait personnellement à cette séance. Il aurait bien pu se faire représenter par ses avocats comme lors de la confirmation du putsch par la belle-mère de BOA, Marie Madeleine Mborantsuo.

Enfin, les rédacteurs du rapport de l'UE ne pourront pas être en contradiction avec le document produit le 11 novembre dernier par le Réseau des organisations de la société libre pour la bonne gouvernance au Gabon (Rolbg). Georges Mpaga, qui a présenté ce document à la Chambre de commerce de

Libreville, a clairement déclaré qu'« *Ali Bongo n'a pas gagné l'élection* ». Il qualifié cette élection de « *coup de force contre la démocratie que la communauté internationale ne saurait tolérer* ». Non sans en avoir désigné les auteurs : la Commission nationale électorale et permanente (Cenap) et la Cour constitutionnelle. Les termes choisis sont très forts : « *le pouvoir a bénéficié des manœuvres frauduleuses de la Cenap qui a fourni d'autres procès-verbaux en lieu et place d'authentiques détenus par tous les autres candidats, rejetés ensuite par la Cour constitutionnelle lors de son recomptage unilatéral. C'est une véritable mascarade électorale orchestrée par les institutions du pouvoir vers lesquels la communauté internationale a envoyé Jean Ping* ». En filigrane, Georges Mpaga invite directement la communauté internationale à réparer leur erreur. La publication de ce rapport, qui doit reconnaître tous ces faits, n'est qu'une première étape. Les sanctions devront suivre pour faire comprendre à la junte qu'elle a tout intérêt à laisser le Pouvoir à Jean Ping.